

La Belgique conditionne son aide au Burundi

ARIB News, 03/06/2011 – Source Belga
 Steven Vanackere demande des efforts supplémentaires au Burundi. Le Burundi doit accomplir davantage d'efforts de gouvernance pour pouvoir obtenir de la Belgique une rallonge de 50 millions d'euros d'aide au développement. C'est ce qu'a indiqué aux autorités du pays le vice-Premier ministre et ministre des Affaires étrangères du Royaume de Belgique, Steven Vanackere, actuellement en tournée en Afrique centrale. La Belgique a prévu d'octroyer au Burundi une aide de 150 millions d'euros sur une période de quatre années, ce qui en fait le principal donateur de ce pays. Steven Vanackere n'entend pas renoncer à cette politique. "Si nous avons un rôle à jouer quelque part, c'est bien ici", a-t-il dit aux journalistes qui l'accompagnent, rappelant les liens historiques avec le Burundi, qui fut sous mandat belge entre 1919 et 1962. Une enveloppe supplémentaire de 50 millions d'euros est envisagée, mais elle est assortie de conditions. Le Burundi doit satisfaire aux normes du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale, mais aussi oeuvrer à l'organisation d'élections démocratiques et à une meilleure gouvernance. Avec une corruption endémique et des institutions défaillantes, le pays ne remplit pas ces conditions à l'heure actuelle. Les autorités burundaises ont fait valoir qu'un plan stratégique serait approuvé la semaine prochaine, mais le gouvernement belge entend le juger sur pièces. "L'évaluation ne doit pas être faite trop tôt. Nous voulons continuer d'utiliser cette carotte", a expliqué Steven Vanackere. Le Burundi est l'un des pays les plus pauvres du monde. Le revenu moyen s'établit à environ 1000 dollars par an, tandis que l'inflation est toujours élevée, à plus ou moins 10%. Le pays exporte peu, surtout du thé et du café, pour un total d'à peine 6% de son PIB et importe beaucoup, notamment une énergie coûteuse. Le sous-sol offre des matières premières comme l'or ou le nickel, mais peu de projets d'exploitation ont été lancés. Quant à l'industrie, elle est presque inexistante. L'une des plus grandes entreprises du pays, le brasseur Brarudi (Heineken), représente à lui seul 14% des recettes fiscales. En plus de cette situation économique difficile, le pays est confronté à des tensions politiques et aux dons en baisse de la communauté internationale. Plusieurs pays, comme la Suède, les Pays-Bas et le Royaume-Uni ont réduit leur aide au Burundi ou l'ont simplement supprimée. Selon Steven Vanackere, le pays ne se vend pas bien. Le Rwanda voisin reçoit le double d'aide au développement, souligne-t-il. Quant au contexte politique, il n'est pas encore stabilisé, alors que le pays se remet à peine d'une guerre civile qui a coûté la vie à 300 000 personnes entre 1993 et 2006. Les conflits ethniques entre Tutsis et Hutus sont en voie d'apaisement, mais le mouvement rebelle FNL, qui ne reconnaît pas le résultat des dernières élections - pourtant jugées crédibles par la communauté internationale - reste une menace pour la paix. Au cours des derniers mois, des actions armées de rebelles ont fréquemment fait des victimes.